

# LA CÔTE DE SEINE-INFÉRIEURE (MILIEU DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE-1940) :

## NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE BALNÉAIRE

PAR  
SYLVAIN RIQUIER

*maître ès lettres*

---

### INTRODUCTION

Une étude sur le tourisme au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle pourrait *a priori* laisser attendre une étude « sociale », ethnologie de comportements et d'attitudes mentales d'un monde bourgeois en vacances. En fait, le milieu, géographique aussi bien qu'humain, de la côte de haute Normandie, contrairement à d'autres espaces balnéaires où le tourisme s'impose pleinement et remodèle à son image et à son usage le paysage et l'espace social de la côte où il s'implante, reste ici fondamental, par l'ensemble des difficultés qu'il détermine : difficultés d'ordre physique en premier lieu, à cause de la perméabilité toute relative qu'offre ce paysage de falaises, mais aussi difficultés humaines et financières. L'espace balnéaire, dès l'abord restreint, empêche toute création nouvelle, d'autant plus que l'on se heurte à un espace déjà occupé. Ces diverses contraintes renvoient donc en priorité à l'importance vécue du tourisme pour un milieu humain qui, dans le cas de nombreuses communes, y cherche plus ou moins des ressources nouvelles pour faire face à une crise de ses structures traditionnelles.

Les limites géographiques de l'étude sont représentées, à l'ouest, par le cap d'Antifer et, à l'est, par les limites séparant les deux départements de la Seine-Maritime et de la Somme. Elles comprennent les stations suivantes, citées d'ouest en est : Étretat, Yport, Fécamp, les Grandes-Dalles et les Petites-Dalles, Veulottes, Saint-Valéry-en-Caux, Veules-les-Roses, Saint-Aubin-sur-Mer, Quiberville, Pourville, Dieppe, Puys, Berneval, Criel, Le Tréport.

---

## SOURCES

La problématique, plus axée sur le milieu d'accueil qu'immédiatement centrée autour du touriste lui-même, s'est trouvée dictée par l'état de la documentation. En effet, tant les lacunes archivistiques que l'intérêt tardif de l'administration pour le phénomène touristique interdisent d'avoir une vision quantifiée précise du flux touristique, sinon de façon exceptionnelle et en tout cas tardive.

L'étude se fonde en premier lieu sur l'exploitation des listes nominatives de dénombrement de la population (sous-série 6M des Archives départementales de Seine-Maritime), pour déterminer l'évolution des structures d'activité des différentes communes et évaluer la part qu'a pu prendre le tourisme dans leur évolution. Il s'agissait ensuite de mesurer l'importance du tourisme balnéaire dans les finances des communes et d'apprécier ainsi le degré d'implication municipale dans la gestion de ce phénomène, à travers les séries d'archives communales (sous-série 20P : travaux communaux, délibérations des conseils municipaux et surtout comptabilité municipale). Les archives des Ponts et Chaussées (sous-série 4SP) complètent cette perspective, en permettant de mesurer l'engagement des communes en matière d'ouvrages de défense des plages.

Les sources dont on dispose enfin pour juger de l'importance du phénomène touristique proprement dit, enquêtes officielles, données diverses sur le parc immobilier, rapports sur les jeux, rapports des commissions d'hygiène (sous-séries 4M, 5M, 1Z des archives départementales), guides, restent fragmentaires et même, dans certains cas, sont sinon douteuses, du moins à utiliser avec précaution.

---

## PREMIÈRE PARTIE

### LE MILIEU

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### SUITE DE L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DIVERSIFIÉE

Si une vision d'ensemble peut donner l'impression d'une dynamique démographique à la hausse entre 1841 et 1936, avec une progression de 30,16%, certes moins importante que celle de la Côte Fleurie (+ 216,8%), mais nettement supérieure à la moyenne nationale, elle ne saurait occulter la diversité profonde de l'évolution démographique des différentes stations balnéaires.

On ne note d'augmentation démographique nette que dans les centres urbains les plus peuplés que sont Dieppe, Fécamp et Le Tréport, ainsi que dans la petite commune d'Hautot, à la périphérie de Dieppe ; les autres communes qui présentent une hausse démographique globale sont caractérisées par des taux très faibles de progression (Criel) ou même une situation renversée et évoluant à la baisse à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Étretat, Yport).

Partout ailleurs, l'érosion démographique est particulièrement forte. Le phénomène concerne tous les petits villages, mais également les bourgs de taille moyenne ; il atteint même une petite ville d'importance identique à celle du Tréport : Saint-Valéry-en-Caux.

La diversité des évolutions démographiques ne répond pas strictement à une opposition entre centres urbains et communes rurales ; il dépasse donc la seule notion d'exode rural. Cette évolution correspond à une structuration géographique extrêmement nette : la décroissance touche essentiellement les communes de la partie centrale de la côte, évolution qui correspond du reste parfaitement à la situation d'ensemble des cantons du Caux central ; le gain démographique est le fait des communes orientales ou groupées autour de Dieppe ou, dans une moindre mesure, de Fécamp.

En outre, loin d'être modifiée, la hiérarchie démographique des communes se trouve encore renforcée, si l'on considère que le dépeuplement systématique des unités de moins de 1 000 habitants et l'accroissement de Dieppe font passer l'indice d'écart entre la plus peuplée, Dieppe, et la moins peuplée des communes de 57,49 en 1841 à 108,05 en 1936.

L'éclosion du phénomène touristique n'apparaît donc pas comme le ferment d'un renouvellement démographique pour certaines communes ni comme un facteur de création de nouveaux équilibres et de différenciation des hiérarchies.

## CHAPITRE II

### L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES

L'évolution des activités humaines rend compte plus précisément de cette absence globale de modifications importantes à mettre au compte du phénomène touristique. La tendance générale de l'évolution des activités des communes se structure autour de trois axes essentiels.

Entre 1860 et 1880, l'affaîsissement du secteur dominant, le textile, touche très sévèrement les communes du centre, autour de Saint-Valéry-en-Caux. La crise des activités maritimes affecte toutes les localités où cette activité a quelque importance et, plus particulièrement, Yport et Étretat à l'ouest, Saint-Valéry-en-Caux au centre. La part relative de l'agriculture est en revanche plus grande et ne cesse de croître.

La marque de l'influence touristique peut être appréhendée à travers l'évolution de deux activités. En réalité, la part du secteur du bâtiment, qu'on attendrait forte dans ces communes balnéaires en raison des constructions que suscite le tourisme, n'a guère d'importance qu'à Dieppe, ainsi que dans les communes de sa périphérie. C'est un secteur dont le nombre d'actifs est en stagnation depuis les années 1880 jusqu'à la fin de la période envisagée.

En revanche, la part du petit commerce de détail traduit, dans certaines communes, une progression que ne peut expliquer la taille démographique de ces dernières ; il faut y reconnaître sans aucun doute l'influence du tourisme et l'espoir de réaliser quelques bénéfices saisonniers. Le phénomène est surtout sensible dans les centres en décroissance démographique et en crise comme Veules-les-Roses, où la part relative du commerce croît dans de fortes proportions.

En règle générale, cependant, le tourisme ne modifie pas la structure d'acti-

vité des communes où il s'implante et, particulièrement pour les communes du centre, ne permet pas un renouvellement profond de leurs activités.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### MUNICIPALITÉS ET TOURISME : PERSPECTIVE FINANCIÈRE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LES PRÉMICES DU FAIT BALNÉAIRE : TENTATIVE DE DATATION

La naissance des différentes stations balnéaires s'effectue à partir des grands centres urbains ou des agglomérations les plus peuplées, selon un processus de tache d'huile, à la fois géographique et chronologique. Aussi le tissu balnéaire garde-t-il un aspect assez centralisé, dessinant quatre micro-régions balnéaires, autour de centres qui impriment leur marque à leurs stations périphériques. Ces quatre micro-régions sont celles du Tréport, de Dieppe, de Saint-Valéry et, pour la zone occidentale, de Fécamp-Étretat.

La mise en service, entre 1848 et 1880, des lignes de chemin de fer qui relient Dieppe, Fécamp, Le Tréport et Saint-Valéry à l'intérieur renforce cette centralisation, sans toutefois la créer systématiquement : la plupart des stations balnéaires de la zone valériquaise sont antérieures au chemin de fer, même si celui-ci accélère le processus.

Dieppe, la première station, remonte aux dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle. Son véritable essor a lieu au début du Second Empire, lorsque la municipalité prend en main le tourisme balnéaire. Les balbutiements du Tréport, de Saint-Valéry-en-Caux, de Fécamp et d'Étretat se situent entre 1830 et 1850.

Une seconde génération de stations balnéaires naît entre 1855 et 1870 ; ce sont les stations « périphériques » qui se développent autour des centres apparus dans la décennie 1840. Il s'agit notamment de Quiberville, Puits et Pourville, autour de Dieppe, d'Yport, près d'Étretat, de Criel, près du Tréport, des Petites-Dalles, de Veules-les-Roses et Veulettes, autour de Saint-Valéry-en-Caux.

A une génération plus tardive, que l'on peut dater de la décennie 1880, appartiennent Saint-Aubin-sur-Mer et les Grandes-Dalles.

#### CHAPITRE II

##### LES OUVRAGES DE DÉFENSE ET LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES PLAGES

Le tourisme balnéaire, à travers les appréciations portées sur lui par les ingénieurs des Ponts et Chaussées (dans leurs rapports sur les campagnes de constructions d'ouvrages de défense des plages) ou par les responsables muni-

cipaux, apparaît souvent comme un pôle majeur de ressources pour la commune. Les dépenses entreprises pour la préservation des plages et l'aménagement du littoral, et les ressources tirées des entreprises plus immédiatement touristiques que sont les établissements de bains et les casinos, ainsi que les dépenses correspondantes, permettent de mesurer la part effective du tourisme dans la vie d'une commune et de déterminer l'ampleur de l'implication de la municipalité en la matière.

L'aménagement des plages et la construction de systèmes de défense consistant en épis, ouvrages transversaux destinés à retenir le galet, à régulariser la plage et à la mettre autant qu'il est possible à l'abri des aléas du mouvement général des matériaux marins, sont un impératif de base. Si leur construction n'est pas nécessairement liée de façon systématique au problème de l'aménagement touristique, puisqu'il peut s'agir de préserver la plage pour maintenir un port d'échouage, comme à Étretat ou à Yport, la concomitance d'un souci balnéaire naissant dans une commune (*a fortiori* dans une commune où l'activité maritime inexistante n'a pas nécessité encore cet aménagement et où le territoire littoral de la commune est en quelque sorte redécouvert à l'occasion de la venue des « étrangers ») et de la volonté de réaliser des éléments de défense est tout à fait claire.

Avant les années 1870-1880, les ouvrages de protection des plages sont rares et n'existent que dans les communes où l'activité maritime est développée. Ailleurs, les travaux de défense se limitent, avant 1880, à l'aménagement de buses d'écoulement des eaux, travaux en général antérieurs à la construction d'ouvrages proprement dits. Par la suite et jusqu'à la guerre de 1914, on réalise, dans la plupart des stations, les aménagements indispensables pour régulariser la plage et stabiliser les berges. Après la guerre, l'intérêt plus grand porté officiellement à ces problèmes et le souci de coordination à l'échelle du département font se multiplier les actions de défense dans les années 1920 ; certaines plages ne sont même dotées d'ouvrages qu'à cette époque.

Si une commune comme Dieppe n'hésite pas à engager des dépenses importantes pour ce faire, l'attitude des communes moins importantes est plus fluctuante ; des ressources plus faibles peuvent assurément expliquer les hésitations, mais on note certaines positions peu cohérentes, notamment à Saint-Valéry-en-Caux.

Les petites communes s'impliquent beaucoup moins que les autres dans l'aménagement des plages. Ce sont souvent les associations de propriétaires qui, conjointement avec la municipalité ou indépendamment d'elle, font effectuer les travaux indispensables.

D'autre part, alors que les communes plus importantes ont le souci de devenir propriétaires de la plage, ou tout au moins de s'assurer l'exclusivité de sa location auprès de l'État, les mêmes dossiers de location de lais de mer, dans le cas des petites communes, mettent directement en relation administration des Domaines et concessionnaires privés ; on n'y rencontre jamais ou presque les municipalités.

### CHAPITRE III

#### TOURISME ET COMMUNES : MESURES D'UN ENGAGEMENT MUNICIPAL

Les mêmes lignes directrices restent valables pour évaluer l'implication des

communes dans la gestion du phénomène touristique. Une discrimination s'établit entre les communes où le tourisme prend l'aspect d'une colonie de propriétaires qui s'organise pour sa vie balnéaire, et celles où, plus ambitieusement, on veut faire du tourisme un pôle de la vie municipale et une source de revenus notable.

L'engagement municipal, direct ou indirect, dans la gestion du phénomène touristique et la part de bénéfice qu'en retire la commune ne sont le fait que des centres qui ont les moyens de s'investir dans cette activité et qui disposent d'un budget suffisant. Tel est le cas à Dieppe, Fécamp, Le Tréport et Saint-Valéry-en-Caux. Ces communes sont propriétaires des établissements de bains qu'elles font construire à leurs frais et qu'elles gèrent directement dans un premier temps. Pendant dix à vingt ans, ce mode de gestion fait du tourisme le premier poste des ressources de ces communes, du quart ou du cinquième selon les années à Dieppe à près de la moitié à Saint-Valéry-en-Caux ; seul, Fécamp offre l'exemple d'une municipalité impliquée dans le tourisme sans que celui-ci représente une part importante des ressources budgétaires. Dans un second temps, au terme de délais plus ou moins rapides et après des hésitations diverses, les municipalités des quatre communes, devant les lourdes charges que représentent les établissements balnéaires, se dessaisissent de leur gestion directe et préfèrent les affermer. La part des revenus d'ordre touristique devient dès lors moins importante, sauf à Saint-Valéry où ce poste reste essentiel et fournit jusqu'au cinquième de ses ressources à la municipalité.

Les communes moyennes se définissent par un moindre engagement touristique des municipalités et apparaissent comme un groupe intermédiaire entre les communes importantes et les petites communes où le désengagement est la règle. Des différences très nettes existent cependant ; Veules-les-Roses n'intervient de façon importante que tardivement, mais tire un profit de l'affermage de la plage puis de l'établissement qu'elle rachète ; elle montre un souci constant de prendre part à une destinée balnéaire. La municipalité d'Étretat reste, au contraire, particulièrement absente d'une économie touristique qui se définit sans elle et reste aux mains des sociétés d'exploitation du casino.

Les ressources touristiques de ces communes sont en nette diminution à la suite de la guerre ; les ressources d'un type nouveau que sont la taxe de séjour ou les prélèvements sur le produit des jeux, si la commune en bénéficie, ne sont que d'un rapport faible, faiblesse qu'aggrave encore la crise des années 1930.

La rareté de la documentation sur les petites stations est à elle seule révélatrice. L'exploitation touristique y relève d'initiatives privées. L'intervention de la commune, quand elle est effective, reste marginale et tardive. Elle se limite bien souvent à un rôle de réglementation et de « moralisation » de la vie balnéaire. Si, à l'intérieur de ce groupe, les municipalités de Veulettes et de Quiberville apparaissent comme plus engagées que d'autres, notamment par leur rôle dans l'aménagement des plages, elles ne participent en rien à la gestion des établissements de bains qui ne sont pas leur propriété et restent des entreprises privées.

Avec la période d'après-guerre, les communes moyennes et petites doivent affronter des problèmes d'hygiène et d'aménagement général des communes, adduction d'eau par exemple, qui ne sont parfois résolus, comme à Veules-les-Roses, que fort tard.

## TROISIÈME PARTIE

### LES TOURISTES : FRÉQUENTATION ET ACCUEIL

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA FRÉQUENTATION

Si le « tourisme municipal » reste assez facilement perceptible, grâce aux documents qu'il a laissés mais aussi grâce à ses silences, il est plus difficile de cerner tant le flux touristique, à cause de l'intérêt tardif de l'administration, que les infrastructures d'accueil, à cause des lacunes de la documentation.

Les premières données quantitatives globales sur la fréquentation des stations balnéaires datent de 1907. Elles permettent d'évaluer à 83 000 le nombre de touristes sur la côte pendant la saison. Les stations les plus fréquentées sont Dieppe, qui en draine 48%, et Le Tréport, qui en attire 30%. Les autres zones sont essentiellement des zones de villégiatures. La zone centrale (Saint-Valéry-en-Caux, Veules et Veulettes) est la plus fréquentée ; la zone occidentale (Étretat, Yport et Fécamp) vient après. Chacune des ces diverses stations accueille de 1 000 à 3 000 touristes environ. La fréquentation des stations secondaires de la zone dieppoise, Puits et Pourville, est du même ordre. Le dernier groupe de stations se caractérise par une fréquentation extrêmement faible ; il s'agit à la fois de lieux de résidence mais aussi, et ce fait échappe aux tentatives d'évaluation, de buts de promenades pour les estivants des stations voisines. Criel-sur-Mer, Quiberville, Berneval reçoivent chacune environ 500 touristes.

Les années 1920, pour lesquelles existent des enquêtes partielles, réalisées en 1922 et 1924, vont dans le sens d'une baisse de la fréquentation des centres les plus importants, et d'une situation très incertaine pour les autres ; de nouveaux lieux de séjour apparaissent, tels que Sainte-Marguerite ; de plus anciennes localités de villégiature, Criel par exemple, connaissent une légère expansion. Mais, pour l'ensemble de ces centres secondaires, la tendance est à la diminution de la fréquentation.

Les données que l'on possède pour la fin des années 1930 montrent un essor de la fréquentation, à Dieppe et particulièrement au Tréport, qui devient alors la plage la plus fréquentée du département. Cette augmentation est en partie antérieure aux congés payés qui n'exercent de réelle influence qu'en 1937 et surtout en 1938.

La provenance sociale et l'origine géographique des clientèles révèlent des différences profondes entre la zone orientale qui attire essentiellement les classes moyennes parisiennes, la zone dieppoise dont la population touristique est également parisienne mais plus fortunée, et la zone centrale, où l'on retrouve un public de classes moyennes venant soit de Paris soit de la région ; la cohérence de la zone occidentale est moins grande, entre Étretat, plus mondain, et Yport, qui accueille une clientèle plus modeste. L'évolution de la composition sociologique de la masse touristique va au demeurant vers un renforcement, au cours des années 1920 et, plus encore, des années 1930, de la part des clas-

ses moyennes. La proportion des congés payés est importante après 1937, tout particulièrement au Tréport.

## CHAPITRE II

### ÉVOLUTION DU PARC IMMOBILIER ET DU PARC HÔTELIER

L'évolution du parc immobilier confirme l'image d'une fréquentation plutôt restreinte. La plus-value apportée aux immeubles des stations balnéaires est en général assez nette, notamment à Veulettes ou à Étretat où, en 1890, la valeur locative moyenne des immeubles est très largement supérieure à ce qu'elle est dans des communes voisines de taille comparable mais non balnéaires.

Toutefois, ce parc immobilier reste d'une importance limitée. On ne note aucune augmentation fulgurante. Des stations balnéaires réputées, comme peuvent l'être Veules ou Veulettes, voient même leur parc immobilier diminuer sensiblement ; celui d'Étretat, supérieur de moitié en 1936 à sa consistance au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, s'inscrit néanmoins dans une évolution à la baisse par rapport à 1890.

Par ailleurs, l'observation du parc hôtelier montre que, mis à part la progression du nombre d'hôtels dans certaines communes après la guerre, il s'est fixé dans son état, pour l'essentiel, entre 1880 et 1914.

## CHAPITRE III

### UN PÔLE DE LA VIE BALNÉAIRE : LES CASINOS

Les données sur les casinos sont rares jusqu'à la promulgation de la loi sur les jeux en 1907. Après cette date, les jeux ne sont autorisés qu'à Dieppe, Étretat, Fécamp, Pourville, Saint-Valéry-en-Caux, Le Tréport, Veules, Veulettes et Yport.

L'évolution des produits des jeux sont à l'image, même avec des traits grossis, des caractéristiques de la fréquentation. La prédominance de Dieppe tend à diminuer, alors que, parallèlement, Le Tréport prend une importance croissante. Le caractère secondaire de Saint-Valéry est tout aussi apparent. En fonction du même critère, la centralisation du phénomène balnéaire autour des centres urbains les plus importants dans les zones centrale, dieppoise et orientale, ainsi que l'absence de véritable décollage à Fécamp ou l'importance d'Étretat dans la zone occidentale, ressort avec une extrême netteté et plus fortement que ne le montrent les données de la fréquentation.

La crise affecte tout particulièrement les casinos de Dieppe et d'Étretat, plus que ceux de Saint-Valéry-en-Caux et du Tréport, dont la part relative dans le produit de l'ensemble des casinos ne cesse de croître.

---

## CONCLUSION

La zone balnéaire qui se développe sur la côte de Seine-Inférieure est une zone secondaire. Si le tourisme peut apparaître comme un facteur d'augmenta-



tion des ressources de certaines communes avant la guerre, il ne modifie pas véritablement les équilibres de la côte et s'apparente plutôt à une greffe qui ne prend pas systématiquement. La cohérence géographique et démographique qui caractérise ce tissu balnéaire recoupe en effet les hiérarchies préexistantes, sauf sans doute dans le cas d'Étretat.

L'occupation ancienne et la configuration de la frange littorale, l'exiguïté des sites rendaient impossible la création de centres nouveaux de quelque ampleur. Et la proximité parisienne, facteur initialement essentiel dans le développement touristique, cesse vite d'être un argument suffisant, face à la concurrence des stations du nord de la Somme ou du Calvados, au milieu physique plus favorable.

---

